

Julie Bour  
Lydiane Gueit-Montchal  
Olivier Dard  
Gilles Richard (dir.)



*Louis  
Jacquinot*

Un indépendant  
en politique



# LOUIS JACQUINOT, UN INDÉPENDANT EN POLITIQUE

# Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

*L'Ordre européen du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*  
Jean Bérenger & Georges-Henri Soutou (dir.)

*L'URSS et l'Europe dans les années 20*  
Georges-Henri Soutou (dir.)

*L'Europe de Robert Schuman*  
A. Moinet-Le Menn, P. Fournié, G. Eldin  
& G.-H. Soutou (dir.)

*L'Europe de l'Est et de l'Ouest  
dans la Guerre froide (1948-1953)*  
Georges-Henri Soutou (dir.)

*Guerres et paix en Europe centrale  
aux époques moderne et contemporaine*  
Mélanges d'histoire des relations  
internationales offerts à Jean Bérenger  
Daniel Tollet (dir.)

*L'Insurrection de Varsovie.  
La Bataille de l'été 1944*  
Alexandra Viatteau (dir.)

*Avec les Arabes. Puissance de l'amitié*  
Mélanges offerts  
au professeur Dominique Chevallier  
Abd El Hadi Ben Mansour  
& Jacques Frémeaux (dir.)

*La France et l'URSS dans l'Europe des années 30*  
M. Narinski, É. du Réau, G.-H. Soutou &  
A. Tchoubarian (dir.)

*Henri Hauser (1866-1946). Humaniste.  
Historien. Républicain*  
S.-A. Marin & G.-H. Soutou (dir.)

*Géopolitique de Kaliningrad*  
*Une île russe au sein de l'Union européenne élargie*  
Frank Tétart

*Le Traité franco-britannique de Dunkerque.*  
*Un traité oublié*  
Yann Lamézac

*La Pologne et l'Europe. Du partage  
à l'élargissement (XVIII<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècles)*  
I. Davion, J. Kloczowski & G.-H. Soutou (dir.)

*Culture et Guerre froide*  
J.-F. Sirinelli & G.-H. Soutou (dir.)

*L'URSS & l'Europe de 1941 à 1957*  
É. Robin-Hivert & G.-H. Soutou (dir.)

*Pierre Mendès France*  
*Héritage colonial et indépendances*  
Maria Romo-Navarrete,  
préface de Jean-François Sirinelli

*Soldats de la loi*  
*La gendarmerie au XX<sup>e</sup> siècle*  
Jean-Noël Luc (dir.)

*John Foster Dulles*  
*Secrétaire d'État, Cold Warrior et père  
de l'Europe*  
François David,  
préface de Georges-Henri Soutou

*L'Afrique indépendante dans le système  
international*  
É. Robin-Hivert & G.-H. Soutou (dir.)

*Jacques Seydoux, diplomate*  
Stanislas Jeannesson

*L'Aéronautique militaire française outre-mer  
1911-1939*  
Jean-Baptiste Manchon  
préface de Jacques Frémeaux

Julie Bour, Lydiane Gueit-Montchal,  
Olivier Dard & Gilles Richard (dir.)

Louis Jacquinot,  
un indépendant en politique

*Préface de Christian Namy*



## PRÉFACE

*Christian Namy*  
*Sénateur et président du Conseil général de la Meuse*

Le présent ouvrage consacré à Louis Jacquinot, homme politique meusien qui a traversé une grande partie du xx<sup>e</sup> siècle, a été rendu possible par la conjonction de plusieurs facteurs.

Le premier est le dépôt par Louis Jacquinot de ses archives personnelles aux Archives départementales de la Meuse : un ensemble volumineux de notes, documents, correspondances et une collection de photographies exceptionnelles qui illustrent l'ensemble de sa carrière politique, et qui traduit de manière évidente son souci de la postérité.

Le deuxième est le travail de doctorat de Julie Bour à l'université de Metz ; c'est à elle qu'est revenue la tâche d'étudier et d'exploiter l'ensemble de ce fonds documentaire, et de faire ainsi sortir de l'oubli un homme qui a pourtant occupé pendant une quinzaine d'années des fonctions ministérielles.

Au fil des articles, on découvrira l'engagé volontaire de 1914 et 1939, le député, le Résistant, la figure politique locale, le ministre enfin qui a su se maintenir avec une belle constance sous trois Républiques successives. C'est au prisme de son positionnement « modéré » que les éminents historiens rassemblés dans cette publication analysent tour à tour l'incroyable longévité politique de Louis Jacquinot, offrant un portrait en profondeur d'un personnage jusque-là souvent évoqué mais jamais réellement étudié.

C'est une des missions du Conseil général de la Meuse que de valoriser le patrimoine écrit dont il a la charge, et d'encourager la recherche historique basée sur les fonds conservés aux Archives départementales. Après le soutien apporté par le Département aux travaux de recherche de Julie Bour, il était légitime de poursuivre cette collaboration, en rendant hommage à Louis Jacquinot, qui a été président du Conseil général de 1945 à 1973 : c'est désormais chose faite suite à l'organisation par les Archives départementales d'un colloque en 2011 en partenariat avec l'université de Metz, et d'une exposition photographique présentée à l'Hôtel du Département. La parution de ce recueil en est l'aboutissement et la trace.

Puisse le lecteur découvrir ou redécouvrir avec plaisir ce personnage fascinant à bien des égards.

## INTRODUCTION

*Olivier Dard*

Ce livre sur Louis Jacquinot (1898-1993), figure importante de l'histoire meusienne comme de l'histoire politique nationale marque l'aboutissement d'un projet de plusieurs années. À la base, il faut d'abord saluer l'importance du travail accompli par les services des Archives départementales de la Meuse sous l'égide de Lydiane Gueit-Montchal pour inventorier et classer ce fonds de près de 400 cartons dont il sera beaucoup question dans ce volume. Je me souviens fort bien de ma première visite aux Archives départementales de la Meuse et des premiers échanges avec celle qui en était alors la directrice avant que Gérard Diwo ne lui succède, et marque lui aussi pleinement son intérêt pour l'entreprise. Lydiane Gueit-Montchal m'avait fort logiquement vanté l'exceptionnelle richesse de ce fonds et j'avais de mon côté en tête l'importance de Louis Jacquinot, l'ayant beaucoup croisé au tout début de mes recherches historiques sur les Londoniens de la France libre, lorsque j'avais coédité avec le très regretté Hervé Bastien le *Journal de guerre* d'Henri Queuille. J'avais repéré dans un tel fonds la possibilité d'un sujet d'une thèse importante qui aurait comme ambition de retracer l'itinéraire d'un homme qui fut élu sans discontinuer député de la Meuse de 1932 à 1973 et qui fut ministre à plus de quinze reprises de la Troisième à la Cinquième République, occupant notamment les postes de ministre de la Marine, des Anciens combattants ou de l'outre-mer. Julie Bour, alors étudiante en maîtrise, souhaitait faire une thèse en histoire politique, et c'est sur la base d'un projet sur Jacquinot qu'elle décrocha ce qu'on appelait encore alors une allocation de recherche.

Ce sont des efforts croisés de cette dernière et de Lydiane Gueit-Montchal qu'est née l'idée d'un colloque. Il fut appuyé sur le plan scientifique par le Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire (CRULH) aidé par le professeur Gilles Richard. Il fut aussi généreusement doté et soutenu, jusqu'à sa publication, par la Direction de la mémoire, du patrimoine et des Archives (DMPA) en la personne de Laurent Veyssière. En Meuse, la manifestation a été organisée par la directrice des Archives départementales et ses services mais également par Julie Bour qui s'y est particulièrement investie. Ce ne fut pas le seul évènement organisé autour de Louis Jacquinot car sur la base du très beau fonds photographique disponible dans les archives privées de l'ancien ministre une exposition a pu être montée

sous la responsabilité de Julie Bour. À défaut d'avoir pu la visiter, les lecteurs du présent volume pourront découvrir quelques-uns de ces clichés à partir du cahier photographique qui l'illustre.

10 Cet ouvrage a plusieurs ambitions. En premier lieu, faire découvrir et ressortir l'importance de sources archivistiques et iconographiques trop peu connues. La Meuse sur ce point est riche et on ne saurait oublier que si Louis Jacquinot est une figure importante du modérantisme en politique, il compte dans ce département deux célèbres devanciers, André Maginot et Raymond Poincaré. L'ancrage meusien est aussi important pour saisir, dans le cas de Louis Jacquinot, l'importance d'une échelle locale de l'étude du politique qui n'a rien d'anecdotique lorsqu'il s'agit de comprendre comment cet homme a conquis et conservé un fief législatif pendant plus de 40 ans et est demeuré, des décennies durant, président du Conseil général. Dans le cas de Louis Jacquinot, le local est emboîté au national. D'abord, sur le plan de son engagement politique, ce qui invite à s'interroger sur son rôle dans des formations partisans de centre-droit (Alliance démocratique, Centre national des indépendants) tout comme sur sa place dans la famille gaulliste entre les années de guerre et le pompidolisme. Ensuite, sur le plan de son action ministérielle où l'accent a été mis sur la Marine, les Anciens combattants et l'outre-mer.

Le portrait de Louis Jacquinot proposé ici est d'abord celui du dirigeant politique et procède du dépouillement de sources meusiennes et nationales conduites par des universitaires spécialistes d'histoire politique. En même temps, et ce fut un choix des organisateurs, il s'est agi de donner une couleur plus humaine à ce personnage encore trop méconnu. Des élus meusiens, en particulier les anciens parlementaires comme Rémi Herment et François Dosé ont accepté de livrer leur témoignage dans le cadre d'une table ronde. Cette dernière a aussi accueilli Gérard Longuet, alors ministre de la Défense. En dépit d'un calendrier très chargé, il est demeuré plusieurs heures parmi nous et a livré un témoignage substantiel. Tout comme Olivier Stirn, dont on connaît les fonctions ministérielles mais dont trop peu savent qu'il fut chef de cabinet de Louis Jacquinot, sur lequel, après avoir assisté à l'ensemble des communications et des débats, il a livré un témoignage important.

DEUXIÈME PARTIE

La carrière politique de Louis Jacquinot

## LOUIS JACQUINOT ET LA FRANCE LIBRE

*Jean-François Muracciole*

Les relations entre Louis Jacquinot et la France libre renvoient à la question du ralliement au mouvement gaullien des forces politiques modérées de la III<sup>e</sup> République, large spectre qui oscillait, avant la guerre, du radicalisme aux franges de la droite libérale. À l'instar de Louis Jacquinot, ces personnalités qui arrivent à Londres ou à Alger en 1942-1943 sont animées de quelques convictions fortes – un patriotisme sincère et le rejet désormais sans équivoque de Vichy et de la collaboration – mais non dénuées pour autant d'une certaine méfiance envers Charles de Gaulle et, plus encore, envers une partie de son entourage dont ils doutent de la sincérité des sentiments républicains et démocratiques.

Cette position médiane et modérée, proche de celle d'Henri Queuille, de René Massigli, de Jean Monnet, voire de Félix Gouin, est aussi une position inconfortable, exposant Louis Jacquinot à la multiplicité et la diversité des attaques.

Pourtant, dans cette difficile rencontre, les paradoxes ne manquent pas. De Gaulle, en premier lieu, attend et suscite le ralliement de ces personnalités qui serait synonyme pour lui de légitimation. En 1942, il leur ouvre les portes du Comité national français, puis, en 1943, celles du Comité français de Libération nationale (CFLN). Ainsi, Louis Jacquinot, qui n'est pas Français libre, devient-il commissaire à la Marine en novembre 1943, poste de haute responsabilité qu'ont occupé avant lui des figures historiques de la France libre comme les amiraux Muselier (avant sa brouille avec de Gaulle) et Auboyneau.

De leur côté, ces sceptiques du gaullisme voient leurs préventions s'effacer peu à peu et, à l'image de Louis Jacquinot, céder la place à un ralliement sincère à Charles de Gaulle. On verra même Louis Jacquinot, à Alger, épouser parfois des positions plus en pointe que celles de certains gaullistes historiques.

### LE TEMPS DE LA RÉSISTANCE : LE LENT RETOUR VERS LA LUMIÈRE

Il n'est pas facile, tant les sources font défaut, de retracer l'itinéraire de Louis Jacquinot de l'été 1940 à son évasion de France, en janvier 1943. À l'été 1940,

il ne rentre pas en Lorraine occupée et décrétée « zone interdite ». Après sa grave blessure reçue lors de la campagne de France, il passe sa convalescence chez des amis, sur les bords de la Méditerranée. Il rejoint le réseau « Alliance », à Marseille, sans doute à la fin de 1941. Le choix est significatif. En effet, « Alliance » n'est pas un réseau gaulliste rattaché au Deuxième Bureau de la France libre, le futur BCRA, mais un réseau contrôlé par l'Intelligence Service britannique.

À l'automne 1941, un premier épisode significatif se produit. Henri Frenay, qui s'apprête à fonder « Combat » par la fusion de « Vérités » et du « Mouvement de libération française », rencontre à Lyon, à la mi-octobre 1941, le général La Laurencie. Ce dernier, en rupture avec Vichy, se fait fort d'unifier la Résistance derrière son nom. Avec l'appui des Américains, il envisage même de constituer un gouvernement qui faciliterait un futur débarquement allié dans le Sud de la France. Deux Américains assistent d'ailleurs à l'entrevue, « Mr Smith » et « Mr Scott », qui se révéleront être respectivement le colonel Legge, l'attaché militaire américain à Berne, et Allen Dulles, le patron du bureau suisse de l'OSS. Et voici que le général de La Laurencie sort de sa poche la liste assez surprenante d'un gouvernement où l'on retrouve tout aussi bien Henry Lemery à la Justice (choix plutôt surprenant que celui de ce pur maréchaliste), Jean de Laborde à la Guerre (choix encore plus singulier quand on connaît la fidélité absolue de l'amiral au Maréchal), Pierre-Eugène Fournier aux Finances (il s'agit de l'ancien gouverneur de la Banque de France, pour l'heure président de la SNCF) et Louis Jacquinot aux Colonies, choix prophétique, pourrait-on dire, puisque celui-ci occupera cette fonction dix ans plus tard quand, en 1951, René Pleven lui offrira le ministère de la France d'outre-mer. « Tentative peu sérieuse », « comédie burlesque », note Henri Frenay dans ses mémoires, tout en s'étranglant de rage en constatant que La Laurencie se sert de lui en le présentant aux Américains comme un simple chef d'état-major. Il n'empêche qu'en dépit de son manque évident de sérieux, l'épisode révèle que le nom de Louis Jacquinot commence à circuler dans les milieux résistants non gaullistes de zone sud à la fin de 1941<sup>1</sup>.

La situation n'est pas figée et le rapprochement avec le gaullisme de guerre pas impossible comme le montre un second épisode situé quelques mois plus tard, au printemps 1942. De retour de Londres où il a arraché au général de Gaulle une importante « Déclaration aux mouvements de Résistance », qui est publiée par l'ensemble de la presse clandestine le 23 juin 1942, Christian Pineau, le fondateur du mouvement « Libération-Nord », entreprend de présenter et de défendre ce texte auprès des résistants. L'accueil est très froid auprès de ses camarades syndicalistes de « Libération-Nord ». En effet, fidèles à la tradition

<sup>1</sup> Henri Frenay, *La nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973, p. 121.

française d'indépendance politique du syndicalisme, ces derniers refusent toute forme d'inféodation à un mouvement politique, qui plus est dirigé par un militaire à l'orientation à leurs yeux incertaine. Paradoxalement, l'accueil est beaucoup plus chaleureux auprès des personnalités politiques réfugiées en zone Sud. Certes, Édouard Herriot exprime de très fortes réserves, sans doute choqué par la fameuse formule de De Gaulle qui semblait mettre en balance, sinon établir un parallèle entre Vichy et la III<sup>e</sup> République. Mais l'accueil est très favorable du côté d'hommes aussi différents que Jean-Marcel Jeanneney, Léon Blum, Joseph Laniel, André Philip et Louis Jacquinot à qui Christian Pineau parvient à faire lire le texte, preuve que les liens commencent à se nouer entre la Résistance d'expression gaulliste et la classe politique traditionnelle<sup>2</sup>.

Louis Jacquinot est brièvement arrêté à Marseille en août 1942, ce qui précipite sa décision de quitter la France où sa sécurité n'est plus assurée. Une première tentative de franchissement de la frontière espagnole échoue en novembre 1942 et lui vaut un nouvel emprisonnement, à Prades. En janvier 1943, la seconde tentative, toujours par les Pyrénées, est la bonne. Comme la plupart des évadés par l'Espagne, Louis Jacquinot fait l'expérience des geôles franquistes au camp-prison de Miranda. Mais il en sort rapidement, dès la fin du mois de mars 1943, grâce à l'intervention de l'ambassade de France officiellement fidèle à Vichy, mais dont une partie du personnel joue ouvertement le double jeu. Louis Jacquinot passe alors un mois à Madrid où il tue le temps en suivant les conférences de l'Institut français. Il gagne Londres sans doute le 11 mai 1943.

#### LE TEMPS DE LONDRES : LA MÉFIANCE RÉCIPROQUE

Dans la capitale britannique, l'accueil est loin d'être excellent même si le général de Gaulle, honneur très rare, reçoit Louis Jacquinot dans sa résidence privée, le 24 mai 1943. À Londres, il n'occupe aucune fonction officielle : il ne sollicite rien et le général de Gaulle ne lui propose rien. Tout naturellement, il se rapproche du petit groupe de parlementaires présent à Londres et que le député socialiste Félix Gouin a entrepris de fédérer depuis son arrivée en février 1942. Ce groupe parlementaire informel rassemble des personnalités fort diverses au gré des arrivées sur les bords de la Tamise : les socialistes y dominent (Félix Gouin, Pierre-Olivier Lapie, André Philip, Jean Pierre-Bloch), mais on y trouve aussi des radicaux (Pierre Mendès France, Henri Queuille, Lucien Galimand, Paul Anxionnaz), un communiste (Fernand Grenier) et un modéré en la personne de Louis Jacquinot. Ce dernier fréquente aussi les cercles

<sup>2</sup> Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement Libération-Nord*, Paris, Flammarion, 1999, p. 150.

londoniens de l'antigaullisme : André Labarthe et l'équipe du journal *La France libre*, ou les socialistes intransigeants Pierre Comert et Georges Gombault du journal *France*, toutes personnalités qui tiennent de Gaulle pour un apprenti dictateur. Mais, pour autant, Louis Jacquinot ne se rallie pas ouvertement à leurs positions.

Si les officiels de la France libre lui font grise mine, c'est que le moment est plus que sensible. Dans une atmosphère qu'Henri Queuille, dans son *Journal*, décrit comme « une crise ministérielle gérée par des amateurs », le Londres français bruisse de rumeurs et déborde de suspicion<sup>3</sup>. Les négociations entre gaullistes et giraudistes relatives à la formation du CFLN entrent dans leur phase décisive, c'est-à-dire la plus violente, et nul ne sait de quoi demain sera fait.

Le moment est également décisif quant à l'achèvement de la doctrine politique du gaullisme. Une fois le gouvernement d'union formé avec les giraudistes et le pouvoir pris en main, le gaullisme va-t-il pleinement confirmer une orientation démocratique et républicaine à peine esquissée en 1941 et plus franchement proclamée en 1942 ? Ou va-t-il, au contraire, révéler une nature autoritaire et plébiscitaire, une République casquée et bottée sur fond de dénonciation des errements de la III<sup>e</sup> République ? On conçoit que pour toute une partie du personnel politique « modéré » de la République défunte, cette attente soit teintée d'angoisse et d'inquiétude. Leurs craintes, plus que sur la personne du général de Gaulle, se concentrent sur une partie de son entourage et particulièrement sur les patrons du puissant BCRA. Le service de renseignement de la France libre monopolise les relations avec la Résistance et, comme toujours, on prête volontiers aux hommes de l'ombre les desseins politiques les plus noirs et une influence politique qu'ils n'ont pas toujours. Dans son *Journal* (qui n'a pas vocation à être publié), Henri Queuille a des mots très durs contre Pierre Brossolette et André Philip, deux socialistes devenus respectivement numéro deux du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action) et commissaire à l'Intérieur, et qu'il présente à longueur de pages comme les partisans d'un « néo-fascisme ». Le projet d'André Philip de réunir une Assemblée consultative dont l'accès serait strictement réservé aux parlementaires ayant voté « non » le 10 juillet 1940 (ce qui excluait de fait des hommes comme Henri Queuille qui s'était abstenu, ou comme Louis Jacquinot qui était absent) arrache à Henri Queuille ce cri du cœur : « C'est le Grand Conseil fasciste ! ».

Ces craintes sont exprimées avec éclat par Raymond Aron dans un article au titre explicite – « L'ombre des Bonaparte » – que publie *La France libre* au

<sup>3</sup> Henri Queuille, *Journal de guerre, Londres-Alger, avril 1943-juillet 1944*, présenté par Olivier Dard et Hervé Bastien, Paris, Plon-Fondation Charles de Gaulle, 1995. Les autres mentions du *Journal* d'Henri Queuille se rapportent à la même référence.

début d'août 1943<sup>4</sup>. Dans un registre plus feutré, davantage en rapport avec son tempérament, ces mêmes craintes sont exposées par Louis Jacquinot dans un article sous forme d'interview donné à *France* pour sa livraison de mai 1943<sup>5</sup>. Animé par les socialistes Pierre Comert et Georges Gombault, *France* avait progressivement dérivé vers des positions antigauillistes depuis son lancement en 1940<sup>6</sup>. L'article de Louis Jacquinot, intitulé « Les Français ne veulent pas dictature », rejetait Vichy et la collaboration sans aucune équivoque. Philippe Pétain y était présenté comme « une fausse perle tombée dans le fumier » et Jacques Doriot comme « un homme de main et de coups de main ». Pour autant, l'article ne donnait pas, loin s'en faut, un chèque en blanc à de Gaulle. Le nom du Général n'y était cité que deux fois et le ralliement à sa personne proclamé de façon bien timide. En outre, Louis Jacquinot proclamait haut et fort la nécessité de conserver l'appui des Américains et des Britanniques auxquels, affirmait-il, les Français faisaient une « confiance totale ». Dans le contexte diplomatique de mai 1943, on conviendra qu'il y avait des manières plus explicites de signifier son ralliement au gaullisme. Surtout, tout en rendant un hommage très appuyé à son patron Paul Reynaud, il insistait sur l'aspiration démocratique du peuple français : « Les Français ne veulent plus de dictature quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne. Et ils ne veulent pas plus une dictature qui s'instituerait à l'abri de la victoire qu'ils ne veulent de celle qui s'était créée à l'abri de la défaite ».

À la mise en parallèle de Vichy et de la III<sup>e</sup> République opérée par Charles de Gaulle, le modéré Louis Jacquinot répliquait par la mise en parallèle implicite de Vichy et de la France libre. Il concluait par une dernière mise en garde : « La France est gaullienne », concédait-il. Mais pour aussitôt préciser que, pour les Français, gaullisme rimait avec anglophilie et américanophilie, définition à laquelle il n'est pas certain que le Général ait souscrit sans réserve. Autrement

4 Raymond Aron y développait un parallélisme entre bonapartisme et fascisme, le premier étant l'anticipation et la version française du second. Sans jamais nommer le Général, il estimait que la nation, tant que ses institutions n'avaient pas été réorganisées, restait exposée à la possibilité de l'instauration d'un régime bonapartiste à cause de l'exaltation nationaliste et de l'aspiration à l'ordre et à un gouvernement efficace. Lucia Bonfreschi, « Raymond Aron », dans François Broche, Georges Caïtucoli et Jean-François Muracciole (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2010.

5 « Les Français ne veulent pas de dictature », *France*, 21 mai 1943, n° 848 (nous remercions Julie Bour pour ces documents).

6 Publié en langue française, orné de la bannière du slogan « Liberté-Égalité-Fraternité », *France* est fondé par trois journalistes proches de la gauche parlementaire avant la guerre : Pierre Comert, Louis Lévy, chroniqueur militaire au *Populaire*, et Georges Gombault, un socialiste ami de Léon Blum. Le périodique, distribué gratuitement à tous les Français grâce au soutien du gouvernement britannique, est imprimé au 85 *Fleet Street*, la grande artère londonienne, siège de la presse britannique. Agnès Callu, « France », dans François Broche, Georges Caïtucoli et Jean-François Muracciole (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, op. cit.

dit, oui à un gaullisme républicain et plus ou moins tenu en laisse par les Anglais et les Américains, et non à un gaullisme aspirant à une nouvelle dictature ou à un régime fort et autoritaire.

#### LE TEMPS D'ALGER : L'EXPÉRIENCE MINISTÉRIELLE

Louis Jacquinot ne gagne Alger, en compagnie de Henri Queuille, devenu entre-temps un ami proche, que le 10 août 1943, soit plus de deux mois après la création du CFLN. Nulle sanction dans ce retard qui ne s'explique que par les difficultés d'acheminement des Britanniques. Toutefois, on imagine sans peine la frustration et l'incertitude de ces hommes demeurés de longues semaines à Londres après le départ du général de Gaulle, dans une ville où ne demeure que le BCRA et où les rumeurs foisonnent plus que jamais dans le microcosme français.

88

À Alger, débute une nouvelle période d'aléas. Comme à Londres, ces incertitudes sont d'abord liées à l'évolution du gaullisme politique. Le 4 août, Charles de Gaulle s'est saisi de l'intégralité du pouvoir politique même si le général Giraud demeure théoriquement co-président du CFLN. À partir de la fin du mois, la grande question est celle de l'élargissement du CFLN et de l'éventuelle convocation d'une Assemblée consultative. Alors que la vie politique se reconstitue sur des bases démocratiques, la question de la nature du régime politique qui sera établi en France à la Libération est posée. Enfin, sur un plan plus personnel, se pose à Louis Jacquinot la question de son avenir et du rôle politique qu'il pourrait être amené à jouer<sup>7</sup>.

À cet égard, Alger n'est pas Londres et Louis Jacquinot se voit sollicité de toutes parts même s'il écarte les propositions qui lui sont faites. Dès son arrivée, il refuse, comme Henri Queuille, de participer à la commission d'enquête sur les événements de Tunisie de la fin de 1942 qui ont permis aux Allemands d'occuper sans coup férir le protectorat français. Refus plein de sagesse, tant ce genre de commission est l'endroit idéal pour attraper des coups, mais qui, signifié le 22 août 1943, provoque la colère du général de Gaulle qui y voit une preuve de lâcheté des deux parlementaires de la III<sup>e</sup> République. Le 30 août, pourtant, Charles de Gaulle reçoit Louis Jacquinot. Le ton est redevenu serein et le Général, tout en lui annonçant qu'il va élargir le Comité, lui demande de rester disponible. Refus poli de l'intéressé qui déclare vouloir avant tout rejoindre une unité combattante.

7 Sur les semaines précédant la création du CFLN, puis la nomination de Louis Jacquinot dans ses rangs, voir Jean Lacouture, *De Gaulle*, t. 1, *Le Rebelle*, Paris, Gallimard, 1987 ; Éric Roussel, *Charles de Gaulle*, Paris, Gallimard, 2002 ; Jean-Luc Barré, *Devenir de Gaulle, 1939-1943*, Paris, Perrin, 2003.

Début septembre, c'est au tour du général Giraud de solliciter le député lorrain. Comme le général Legentilhomme souhaite être déchargé du poste de commissaire à la Défense nationale, le général Giraud envisage de confier la charge à Louis Jacquinot. Mais Charles de Gaulle réplique aussitôt en mettant en avant le nom d'Adrien Tixier. Finalement, suite à de laborieuses négociations entre les deux co-présidents du CFLN, le général Legentilhomme est maintenu à ce poste jusqu'au remaniement du CFLN de novembre 1943.

Le 5 octobre, voici René Massigli, commissaire aux Affaires étrangères, qui tente de convaincre Louis Jacquinot. Il lui propose l'ambassade auprès des gouvernements en exil de Grèce et de Yougoslavie. Nouveau refus. Pas découragé, René Massigli revient à la charge quelques jours plus tard, mettant désormais dans la balance un poste autrement prestigieux : la Résidence générale à Tunis. Quatrième refus de Louis Jacquinot.

Comment analyser ces propositions et ces refus répétés ? Deux facteurs doivent sans doute être pris en considération. Alors que tout Alger ne bruisse que des rumeurs d'élargissement du CFLN et de la convocation prochaine d'une Assemblée, Louis Jacquinot entend demeurer libre de tout engagement pour pénétrer ces lieux de pouvoir au moment décisif de la reformation d'un gouvernement français. Le *Journal* d'Henri Queuille et la lecture d'un nouvel article de Jacquinot à *France* permettent de deviner un autre élément d'explication. En cette fin de l'été 1943, les hommes politiques issus du modérantisme de la III<sup>e</sup> République ne sont toujours pas totalement rassurés quant à la profondeur et la sincérité de l'ancrage démocratique du gaullisme. Dans le *Journal* de Queuille, on peut lire, jusqu'en septembre 1943, des charges très violentes contre l'entourage de De Gaulle. Il explique ainsi que ce qu'il appelle le « parti républicain » se trouve coincé, à Alger, entre « deux partis cagoulards » : d'un côté le néo-vichysme du général Giraud, de l'autre une sorte de « néo-fascisme potentiel » non pas tant dans la personne de De Gaulle que dans celle de certains de ses conseillers, à commencer par les responsables du BCRA.

L'article que Louis Jacquinot donne à *France* avant son départ de Londres, mais qui est publié à la fin du mois d'août (c'est-à-dire au même moment que celui de Raymond Aron dans la *France libre*), exprime *mezzo voce* les mêmes craintes<sup>8</sup>. Il s'y livre à un vibrant plaidoyer en faveur de la République et de ses valeurs. Il commence par réfuter fermement une série d'attaques dont la République a été l'objet depuis 1940. En premier lieu, affirme-t-il, la République n'est pas responsable de la défaite. Au contraire, « elle a bien mérité de la patrie », elle a convenablement préparé le pays à la guerre et, depuis 1914, elle conduit

8 « Ne dénigrons pas ni la France, ni la III<sup>e</sup> République », *France*, 25 août 1943, n° 930.

vaillamment le combat contre l'Allemand. La vraie responsabilité de la défaite, sous-entend Louis Jacquinot, est plutôt à rechercher du côté de l'incompétence des militaires. On notera ici, derrière le thème ressassé de la défense de la République, l'habileté de Louis Jacquinot qui reprend à son compte un point central de l'argumentaire du gaullisme de guerre, apparu sous la plume de De Gaulle à l'automne 1941 : celui d'une « guerre de trente ans » entre la France et le « germanisme ». En outre, poursuit-il, les partis politiques ont toute leur place dans la reconstruction démocratique de la France de demain. Il faut cesser de les dénigrer et, avec eux, l'esprit républicain. L'allusion aux projets de Pierre Brossolette de formation d'un grand parti résistant après la guerre est limpide : « [Les partis] sont l'expression de courants divers que des siècles ont brassés sans jamais les confondre. Ils nous raniment et nous revivifient en dépit de ceux qui cherchent à les tarir par des constructions arbitraires. Le parti unique, contraire à la nature des choses, est un monstre qui dévore son créateur ».

90

Pour conclure, Louis Jacquinot en appelle solennellement au respect des principes républicains (pluralisme des partis, primat des élections) et, avant que le peuple souverain ait pu trancher, il réclame de ne pas laisser tel ou tel parti (sous-entendu la SFIO) dominer le CFLN et de ne pas engager des réformes de structure (comprendons : dans le domaine économique et social) ne s'inspirant que d'une seule idéologie (le marxisme même mâtiné de réformisme). Comme quoi, le modérantisme libéral n'est pas mort et peut encore montrer les dents.

À l'automne 1943, les choses se décantent brusquement. Le 3 novembre, le général de Gaulle inaugure, au Palais Carnot d'Alger, une Assemblée consultative provisoire (ACP). Contrairement aux craintes des républicains de Londres ou d'Alger, l'ACP n'est fermée qu'aux parlementaires qui ont voté « oui » le 10 juillet 1940. Ceux qui se sont abstenus ou qui étaient absents lors du vote en sont membres de droit. Quelques jours plus tard, le 9 novembre, le CFLN est à la fois profondément remanié et élargi. Le général Giraud abandonne la coprésidence au profit du seul de Gaulle qui referme le cercle national autour de sa personne. En effet, le CFLN nouvelle manière associe des figures historiques de la France libre (René Pleven, le général Catroux, André Diethelm), des chefs de la Résistance intérieure (Henri Frenay, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, François de Menthon), des dirigeants de la Résistance nord-africaine (René Capitant), des techniciens ou de grand commis de l'État (Jean Monnet, René Massigli, René Mayer, Henri Bonnet) et, surtout, des représentants des partis politiques : des radicaux (Henri Queuille, par ailleurs promu vice-président du CFLN, Pierre Mendès France), des socialistes (André Le Troquer, Adrien Tixier), des modérés (Louis Jacquinot qui devient à 45 ans commissaire à la Marine). Le gouvernement a belle allure et anticipe, par son esprit et ses dosages, celui que Charles de Gaulle formera en juin 1958. Ne manquent que

les communistes qui, suite à une entrée ratée en janvier 1944, intègrent l'équipe gouvernementale en avril par les personnes de François Billoux et de Fernand Grenier. En une semaine, Louis Jacquinot est redevenu parlementaire et il est devenu ministre. Il se retrouve au cœur du pouvoir.

Sur l'œuvre de Louis Jacquinot ministre de la Marine, je me permets de renvoyer à la lecture des excellentes pages de ce livre. Je me bornerai à essayer de définir sa position politique jusqu'à l'installation du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) à Paris, le 2 septembre 1944. Deux faits majeurs paraissent devoir émerger.

En premier lieu, il est frappant de constater à quel point, tout comme Henri Queuille, il se comporte en ministre modèle. Du jour au lendemain, les craintes, les suspicions, les attaques voilées ont disparu comme par enchantement. L'homme est-il à ce point accablé par sa lourde charge qu'il s'y consacre entièrement ? Succombe-t-il au charme du Général ? Faut-il invoquer le devoir de réserve lié à la solidarité gouvernementale ?

Bien mieux : sur une série de questions essentielles, il n'est pas rare qu'il se montre désormais plus gaulliste que les gaullistes. En témoigne sa très énergique gestion de l'épuration de la Marine, plus radicale que celle que conduit dans l'armée de terre son collègue André Diethelm qui est pourtant une figure historique de la France libre et qu'on ne peut suspecter de sympathie ou d'indulgence envers les vichystes<sup>9</sup>. Louis Jacquinot n'hésite pas à mettre à pied une centaine d'officiers supérieurs venus de la Marine de Vichy et à leur interdire l'accès à toute base militaire<sup>10</sup>. On retrouve cette même détermination en juin 1944, à la veille du débarquement. Alors que les discussions entre le CFLN et les Alliés sont bloquées depuis des mois sur une série de points essentiels et ont parfois pris un tour orageux, Charles de Gaulle est brusquement invité à Londres par Winston Churchill. Faut-il accepter l'invitation si pressante du Premier ministre qu'elle a presque des allures de sommation ? De Gaulle hésite, redoutant un piège et ne voulant céder sur aucun des points essentiels alors en discussion : la monnaie, la direction de la Résistance intérieure et, surtout, le contrôle des pouvoirs publics en France. Exceptionnellement, de Gaulle convoque le CFLN et met la question aux voix. La très grande majorité des commissaires est d'avis d'accepter l'invitation. Seuls quatre d'entre eux expriment une opinion contraire et prônent la fermeté absolue : René Pleven, André Philip, Fernand Grenier et Louis Jacquinot<sup>11</sup>. Il s'agit probablement de la seule fois de sa vie politique où

9 André Diethelm a succédé dans ce poste à André Le Troquer en avril 1944.

10 Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Paris, Fayard, 1996, p. 600.

11 *Ibid.*, p. 816.

Louis Jacquinot s'est retrouvé partager la même opinion que André Philip, l'un de ses ennemis intimes, et que celle des communistes. De Gaulle décide finalement de se rendre à Londres, mais, sans la présence de ses ministres, pour ne pas paraître venir négocier. Seuls des « techniciens » accompagneront le Général à Londres, formant autour de lui une efficace garde rapprochée : les membres de son cabinet (Gaston Palewski, Geoffroy de Courcel et le capitaine Teyssot), Hervé Alphand (alors adjoint du commissaire en mission aux États-Unis Jean Monnet), les généraux Béthouart (chef d'état-major général) et Billotte (secrétaire du Comité de la Défense nationale) et Jacques Soustelle (chef des services secrets).

92

Durant cette année, la seule fois où Louis Jacquinot s'oppose à de Gaulle concerne l'effacement définitif du général Giraud. Le 6 avril 1944, une ordonnance de De Gaulle retire au général Giraud le commandement en chef des forces militaires pour le nommer Inspecteur général des armées (ce que Giraud refuse, préférant renoncer à toute fonction). Comme le veut la tradition républicaine, l'ordonnance doit être contresignée par les ministres des forces armées. Selon le *Journal* d'Henri Queuille, Louis Jacquinot préfère alors se déclarer malade plutôt que d'avoir à parapher le texte, ce que le très gaulliste André Diethelm, promu deux jours auparavant commissaire à la Guerre, s'empresse de faire. Quelques jours plus tard, Louis Jacquinot revient siéger au CFLN et tout rentre dans l'ordre.

Pourtant, seconde impression majeure de cette petite année qui court de novembre 1943 à septembre 1944, Louis Jacquinot, par le symbole qu'il représente, continue à demeurer suspect aux yeux de nombre de gaullistes de stricte obédience.

Passons sur la perfidie d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie qui fait observer dans ses mémoires avec quel brio et quel professionnalisme la vingtaine de parlementaires chevronnés de la III<sup>e</sup> République (parmi lesquels se trouve Louis Jacquinot) ont tât fait de mettre la main sur l'Assemblée consultative peuplée de novices et d'y imposer une autorité qui se retrouve jusque dans la topographie de l'hémicycle : alors que la Résistance prétendait dépasser les clivages politiques, les députés sont en quelque sorte contraints de prendre place dans le cadre du traditionnel éventail politique qui voit les communistes s'asseoir ostensiblement à la gauche du président Félix Gouin et Louis Jacquinot trôner à sa droite<sup>12</sup>. Passons aussi sur les grognements du général Brosset, le commandement de la I<sup>e</sup> DFL, l'unité gaulliste par excellence, qui, dans ses carnets, ne comprend pas pourquoi et comment le combat livré par ses hommes

---

12 Emmanuel d'Astier de la Vigerie, *Sept fois sept jours*, Paris, Éditions de Minuit, 1947.

sur les champs de bataille favorise « les manœuvres qui nous amènent au pouvoir tant de parlementaires »<sup>13</sup>. Mais il y a plus grave.

Ainsi, en novembre 1943, quelques jours à peine après la nomination de Louis Jacquinot au commissariat à la Marine, Charles de Gaulle convoque Henri Frenay (lui-même commissaire aux Prisonniers) pour lui demander d'aller haranguer les marins du cuirassé *Richelieu* qui arrive à Alger. La mission n'est pas sans risque : non seulement le *Richelieu* est un vétéran de la canonnade de Dakar de septembre 1940, mais, lors de sa longue immobilisation à New York, le navire a été le théâtre, au printemps 1943, de nombreuses désertions de ses marins au profit des Forces navales françaises libres (FNFL) gaullistes. Ces désertions ont choqué les autorités américaines et indigné le corps des officiers demeuré très majoritairement maréchaliste. Comme Henri Frenay s'étonne de cette ambassade et déclare que le commissaire à la Marine serait plus indiqué que lui pour la remplir, Charles de Gaulle réplique, comme s'il s'agissait d'un péché : « mais c'est un homme politique de la III<sup>e</sup> République. Il sera suspect à leurs yeux »<sup>14</sup>.

Le pire est à venir. Le 26 janvier 1944, accompagné du chef d'état-major de la Marine, l'amiral Lemonnier, lui-même issu des rangs de la Marine de Vichy<sup>15</sup>, Louis Jacquinot se rend à Nabeul, en Tunisie, où stationne le I<sup>er</sup> régiment de fusiliers marins (RFM) pour lui remettre son nouveau drapeau. C'est véritablement se jeter dans la gueule du loup. Quelques jours auparavant, une inspection du général de Lattre de Tassigny s'est déjà déroulée de façon plutôt houleuse. Il faut dire que le RFM, rattaché à la I<sup>re</sup> DFL (elle-même privée de son nom historique et rebaptisée I<sup>re</sup> DMI – division motorisée d'infanterie – par l'état-major d'Alger au printemps 1943), ronge son frein depuis des mois. La I<sup>re</sup> DFL n'est pas engagée en Italie et ses hommes soupçonnent les bureaux d'Alger, forcément peuplés à leurs yeux d'anciens vichystes, de la tenir volontairement éloignée des champs de bataille et des honneurs. Surtout, le RFM est un antre du gaullisme, poussant à des sommets le non-conformisme (le régiment ne s'est-il pas attribué le surnom de « Royal Voyou » ?) et l'hostilité à tout ce qui n'est pas de Gaulle. En un mot, la visite est un calvaire pour

13 Guillaume Piketty, « Français en Résistance », dans Diego Brosset, *Carnets de guerre, correspondances et note*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2009, p. 323.

14 Henri Frenay, *La nuit finira*, Paris, Robert Laffont, p. 387.

15 D'août 1941 à octobre 1942, André Lemonnier appartient à l'état-major du secrétaire d'État à la Marine de Vichy. Il gagne l'Algérie, le 5 novembre 1942, dans le même avion que Darlan et rallie les Américains avec celui-ci après le débarquement du 8 novembre. Contre-amiral (21 novembre 1942), il est nommé directeur de l'Office de la Marine marchande. En juillet 1943, dans le cadre du CFLN, il devient chef d'état-major général de la Marine et commandant en chef des forces maritimes et aéronavales. Philippe Quérel, « André Lemonnier », dans François Broche, Georges Caïtucoli et Jean-François Muracciole, *Dictionnaire de la France libre*, op. cit.

Louis Jacquinot, forcément suspect dans l'esprit de ces vieux grognards. Tout y passe : accueil glacial du chef de corps, le capitaine de frégate Amyot d'Inville qui trouvera la mort en Italie trois mois plus tard ; murmures dans les rangs, marques d'irrespect. Et le comble : sitôt le ministre parti, fait sans précédent dans les annales de la Marine, les fusiliers marins brûlent leur nouveau drapeau ! Pas question pour eux d'abandonner le vieux fanion FFL à croix de Lorraine qui les accompagne sur tous les champs de bataille depuis 1940<sup>16</sup>.

Une dernière anecdote révélatrice se déroule en août 1944. Alors qu'il s'emploie personnellement à restaurer l'État à Paris, Charles de Gaulle a dépêché en Provence ses deux ministres des armées (Louis Jacquinot pour la Marine, André Diethelm pour la Guerre) pour accompagner la 1<sup>re</sup> Armée de De Lattre et veiller à la restauration de l'autorité gouvernementale. Très vite, les relations entre le cacique de la III<sup>e</sup> République et le Français libre de la première heure tournent à l'aigre. À l'opposition des personnalités et des parcours politiques, s'ajoutent de sombres rivalités protocolaires après la prise de Toulon. Louis Jacquinot souhaite y installer personnellement le nouveau préfet maritime désigné par de Gaulle. Mais André Diethelm, considérant que la ville a été prise par l'armée de terre, entend y pénétrer en premier pour la remettre ensuite à la Marine. La rivalité est finalement arbitrée par le général de Lattre qui empêche chacun des deux ministres de faire l'entrée triomphale dans la ville dont ils rêvaient<sup>17</sup>. Les deux hommes en sont quitte pour ne plus s'adresser la parole durant toute la fin de leur mission et jusqu'à leur arrivée à Paris, début septembre.

Cela dit, la position médiane que revendiquent les modérés de la III<sup>e</sup> République les expose aussi à de violentes attaques venant de l'autre bord, celui des vichystes et des collaborateurs. Ainsi, à l'annonce du remaniement du CFLN, en novembre 1943, la presse collaborationniste parisienne se déchaîne. Dans *La France socialiste*, par exemple, Robert Babin annonce à ses lecteurs la création de la « République des soviets et des tovaritchs de Staline ». Et le journaliste de se livrer à un jeu de massacre montrant comment des hommes comme Henri Queuille (« un bourgeois radical »), Emmanuel d'Astier de la Vigerie (« un royaliste ») ou Louis Jacquinot (« un réactionnaire ») ne sont que des benêts manipulés par Charles de Gaulle, lui-même otage des communistes et de Staline<sup>18</sup>.

16 Guillaume Piketty, « Français en Résistance », dans Diego Brosset, *Carnets de guerre, correspondances et notes*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2009, p. 342. Voir aussi François Broche, *L'Armée française sous l'Occupation*, t. II, *La métamorphose*, Paris, Presses de la Cité, 2002, p. 422.

17 François Broche, *L'Armée française sous l'Occupation*, t. II, *La métamorphose*, op. cit., p. 386.

18 François Broche, *Une histoire des antigaullismes. Des origines à nos jours*, Paris, Bartillat, 2007, p. 119.

Ce rapide et sommaire tour d'horizon souligne à quel point le ralliement à Charles de Gaulle de grandes figures de la III<sup>e</sup> République ne fut pas simple. Mais il montre aussi que le ralliement finit par s'opérer et que la plupart de ces hommes, sitôt ministres, se révélèrent d'une fidélité exemplaire (même s'ils purent, après la guerre, devenir ou redevenir de coriaces adversaires). Il montre, enfin, que leurs craintes étaient en partie fondées sur une erreur de perception du phénomène gaulliste, il est vrai difficile à analyser avec les lunettes de la III<sup>e</sup> République. Ces vieux routiers de la République, habitués aux manœuvres politiques et rompus aux joutes parlementaires, ou ces philosophes comme Raymond Aron, n'ont pas lu correctement le jeu de De Gaulle en 1943 et n'ont pas compris que, loin de prétendre établir une République autoritaire et bonapartiste, il ne cherchait qu'à susciter le ralliement des partis politiques traditionnels, ralliement synonyme pour lui de légitimation. Ils n'ont vu que l'écume des choses (les coups d'éclat d'un André Philip ou d'un Pierre Brossolette) et mal interprété le sens profond de la création du Conseil national de la Résistance (CNR), puis celle de l'Assemblée consultative provisoire qui signifiaient avant tout la renaissance des partis politiques autour du général de Gaulle. À cet égard, il est frappant de constater que ni le *Journal* de Henri Queuille, pourtant excellent baromètre de l'opinion des républicains de Londres, ni les articles rédigés en 1943 par Louis Jacquinot ne fassent la moindre mention de la création du CNR qui est pourtant l'événement politique fondamental de l'année 1943.

## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- AUDIGIER François, « L'Alliance démocratique de 1933 à 1937 ou l'anachronisme en politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 47, juillet-septembre 1995, p. 147-157.
- AUDIGIER François, SCHWINDT Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est sous la IV<sup>e</sup> République*, Rennes, PUR, 2009.
- AURIOL Vincent, *Journal du Septennat, 1947-1954*, édité par Pierre Nora, Paris, Armand Colin, 1970.
- BARUCH Marc-Olivier (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la seconde guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2003.
- BERNARD Mathias, *La Guerre des droites de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2007.
- BERSTEIN Serge et MILZA Pierre (dir.), *L'Année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
- CRÉMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, *La France libre*, Paris, Fayard, 1996.
- FOCART Jacques, *Journal de l'Élysée (1965-1974)*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 5 t., 1997-2001, 5 vol.
- LE BÉGUEC Gilles et PESCHANSKI Denis (dir.), *Les Élites locales dans la tourmente. Du Front populaire aux années cinquante*, Paris, CNRS Éditions, 2000.
- QUEUILLE Henri, *Journal de guerre, Londres-Alger, avril 1943-juillet 1944*, présenté par Olivier Dard et Hervé Bastien, Paris, Plon/Fondation Charles de Gaulle, 1995.
- RICHARD Gilles, *Le Centre national des indépendants et paysans de 1948 à 1962, ou l'échec des droites françaises dans le parti des modérés*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000.
- RICHARD Gilles, Sainclivier Jacqueline (dir.), *Les Partis à l'épreuve de 1968. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012.
- RICHARD Gilles, Sainclivier Jacqueline (dir.), *Les Partis et la République. La recomposition du système partisan, 1956-1967*, Rennes, PUR, 2007.
- ROTH François (dir.), *Les Modérés dans la vie politique française (1870-1965)*, Nancy, PUN, 2000.
- ROTH François, *Raymond Poincaré*, Paris, Fayard, 2000.
- SANSON Rosemonde, *L'Alliance républicaine et démocratique, une formation de centre*, Rennes, PUR, 2003.
- SORLOT Marc, *André Maginot (1877-1932) L'homme politique et sa légende*, Metz, Éditions Serpenoise, 1995.

## INDEX NOMINUM

- A** \_\_\_\_\_
- Abrial, Jean-Marie Charles, amiral 103
- Ajam, Maurice 77
- Albertin, Fabien 40
- Antier, Paul 30, 146
- Anxionnaz, Paul 85
- Argenlieu, Thierry d', vice-amiral 104, 113, 114, 127, 132
- Aron, Raymond 86, 87, 89, 95
- Arraut, Pierre 158
- Astier de La Vigerie, Emmanuel d' 90, 92, 94
- Auboyneau, Philippe, amiral 83, 100, 112, 113
- Auphan, Gabriel, amiral 103
- Auriol, Vincent 108, 109, 110, 117, 125, 132, 141
- Auscher, Pierre 71
- B** \_\_\_\_\_
- Babin, Robert 94
- Bacon, Paul 139
- Bailleux, Jacques 55
- Baréty, Léon 72, 76, 77
- Barre, Raymond 161
- Barthou, Louis 69, 75
- Baylot, Jean 146
- Beauguitte, André 23, 30, 32, 34, 36, 74, 76, 77, 79, 146, 147, 154, 155, 157, 195, 197
- Bécharde, Paul 108
- Bernard, Jean 20, 30, 35, 53, 56, 71, 100, 106, 107, 109, 111, 128, 149, 152, 153, 154, 159, 196
- Besse, René 73
- Béthouart, Antoine, général 92, 105
- Bétolaud, Robert 165
- Bidault, Georges 109, 139, 165
- Billotte, Pierre, général 92
- Billoux, François 91, 107
- Blanc, Pierre 77
- Bléhaut, Henri, contre-amiral 103
- Blum, Léon 78, 79, 85, 87
- Boivin-Champeaux, Jean 140

- Bonnet, Henri 90  
 Bonneval, Laurent 76, 79  
 Bourguès-Maunoury, Maurice 139, 142  
 Brosset, Diego, général 92, 93, 94  
 Brossolette, Pierre 86, 90, 95  
 Brousse, Martial 27, 29, 30, 137, 146  
 Bruyneel, Robert 80  
 Bureau, Georges 76, 84, 86
- C** \_\_\_\_\_
- Capitant, René 90, 152  
 Catroux, Georges, général 90  
 Césaire, Aimé 179  
 Chaban-Delmas, Jacques 142, 151  
 Champeaux, François de 74  
 Champetier de Ribes, Auguste 104  
 Chapelet, Roger 119  
 Chapron, Marcel 167  
 Chirac, Jacques 161  
 Churchill, Winston 91  
 Cointreau, André 76  
 Colbert, Jean-Baptiste 97, 98, 99, 102, 103, 111, 126, 127, 133  
 Collière, André 158  
 Collinet, Pierre-Xavier, vice-amiral 101  
 Collot, André 53, 158, 159  
 Comert, Pierre 86, 87  
 Cooper, Duff 115  
 Coste-Floret, Paul 107, 111  
 Coty, René 134, 140, 141  
 Courcel, Geoffroy de 92  
 Couve de Murville, Maurice 159  
 Cusseau, Victor 33, 34
- D** \_\_\_\_\_
- Daladier, Édouard 100, 143  
 Darlan, François, amiral 93, 100, 101, 102, 103, 112  
 David, Robert 15, 72, 98, 158  
 Debré, Michel 142, 151, 179, 180, 181, 185, 187  
 Defferre, Gaston 177  
 Demailly, Jean-Claude 35  
 Derrien, Edmond, vice-amiral 116  
 Develle, Jules et Edmond 17  
 Diethelm, André 90, 91, 92, 94  
 Dignac, Pierre 76  
 Dodin, Louis 30, 32, 154  
 Donnedieu de Vabre, Renaud 15  
 Dorgères, Henry 146  
 Doriot, Jacques 87  
 Doumer, Paul 69  
 Doussain, Gustave 76  
 Drancourt, Michel 35, 53, 57, 61, 157, 158, 197  
 Duchet, Roger 135, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 154  
 Dulles, Allen 84  
 Dupraz, Johannès 110, 111  
 Duvillard, André 174
- E** \_\_\_\_\_
- Entrevan, colonel 153
- F** \_\_\_\_\_
- Farjon, Roger 80  
 Fauchon, Maxime 76  
 Faure, Edgar 62, 71, 141, 146, 177, 178  
 Fels, André de 72  
 Fénard, Raymond, vice-amiral 122  
 Fizaine, Georges 25, 26, 27, 136  
 Flandin, Pierre-Étienne 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 138, 139  
 Fléchet, Max 142  
 Foccart, Jacques 150, 151, 158, 160, 181, 186, 191  
 Foch, Ferdinand, maréchal 174  
 Forget, Eugène 137  
 Fornel de La Laurencie, Benoît-Léon, général 84  
 Fould, Achille 73, 76  
 Fournier, Pierre-Eugène 84

Frédéric-Dupont, Édouard 64, 70  
Frenay, Henri 84, 90, 93

## G

---

Galimand, Lucien 85  
Gapiand, Jean 73  
Gaulle, Charles de, général 21, 24, 25, 26,  
27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 36, 38, 55,  
61, 63, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90,  
91, 92, 93, 94, 95, 101, 102, 103, 104,  
105, 106, 107, 108, 112, 113, 131, 133,  
134, 135, 139, 140, 142, 144, 147, 149,  
150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 158,  
175, 178, 179, 186, 190, 191, 195, 196  
Gaulle, Philippe de 120  
Gellié, Emile 73, 80  
Gilliot, Auguste, général 30, 138, 153,  
175  
Giraud, Henri, général 63, 88, 89, 90, 92,  
102, 104, 105, 112  
Giscard d'Estaing, Valéry 14, 16, 197  
Gombault, Georges 86, 87  
Gouin, Félix 83, 85, 92  
Grenier, Fernand 85, 91  
Guillaumat, Pierre 134, 154  
Guy, Claude 134, 149, 150, 183

## H

---

Hachette, René 40  
Héraud, Marcel 73, 74, 75, 76  
Herriot, Édouard 70, 85  
Hitler, Adolphe 80  
Houphouët-Boigny, Félix 134, 149  
Hutin, Paul 23

## J

---

Jacquinet, Camille 22  
Jeanneney, Jean-Marcel 85  
Jeukens, Jean 25, 27, 28, 30, 153  
Juin, Alphonse, maréchal 105, 108  
Junot, Michel 144

## K

---

King, Martin Luther 190  
Kir, Félix 144

## L

---

Labarthe, André 86  
Laborde, Jean de 84  
Lacave, André 167  
Lachal, Raymond 74  
La Grande, Amaury de 46  
Lahoz, Emmanuel 160  
La Myre-Mory, Robert de 74  
Laniel, Joseph 40, 74, 79, 80, 85, 139,  
141, 153, 177  
Lapie, Olivier 85  
La Rocque, François de 144  
Lattre de Tassigny, Jean de, général 93  
Laurens, Camille 143  
Laval, Pierre 103  
Lazard, Simone 32, 64, 157  
Leblanc, Michel 36  
Lecacheux, Joseph 77  
Lecourt, Robert 186  
Legentilhomme, Paul, général 89, 101  
Legge, colonel 84  
Lejeune, Max 154, 165  
Lemery, Henry 84  
Lemonnier, André, contre-amiral 93,  
112, 114, 122, 126  
Lestapis, Samuel de 74  
Le Troquer, André 90, 91, 101  
Lévy, Louis 87  
Leygues, Georges 69, 97, 98, 99, 104,  
109, 111, 118, 126, 133  
Liautey, André 143  
Lurie, Cerf 158  
Lyrot, Hervé de 76

---

## M

---

Madoux, André 29

- Maginot, André 17, 21, 22, 23, 24, 25, 29, 39, 56, 60, 65, 70, 71, 161, 166, 171, 172, 174
- Magnan, André 74
- Mandel, Georges 15, 79, 80
- Marcellin, Raymond 144
- Marin, Louis 41, 79
- Marizier, Pierre 33, 34
- Maroselli, André 110
- Marquet, Jean 167
- Martinaud-Déplat, Léon 143
- Massigli, René 83, 89, 90
- Matrot, Pierre 34, 35, 157
- Mayer, Daniel 50
- Mayer, René 90, 141, 177
- Mégier, Gérard 160
- Mendès France, Pierre 64, 85, 90, 133, 141
- Menthon, François de 90
- Michelet, Edmond 105, 106
- Millerand, Alexandre 70
- Missoffe, François, contre-amiral 105, 131
- Miterrand, François 33, 35, 62, 165, 169, 172, 177
- Moch, Jules 101, 105, 139, 158
- Mollet, Guy 134, 149, 183
- Monnet, Jean 83, 90, 92, 102
- Morice, André 139, 141, 143, 146
- Morlet, Gilbert 25, 28, 153
- Muselier, Émile, amiral 83, 100
- N** \_\_\_\_\_
- Nanty, Fernand 25
- Neuwirth, Lucien 151
- O** \_\_\_\_\_
- Ortoli, Paul, contre-amiral 105
- P** \_\_\_\_\_
- Palewski, Gaston 92, 151
- Pâques, Georges 115
- Pellé, Léon 76
- Perreau-Pradier, Pierre 76
- Pétain, Philippe 25, 31, 87, 112, 114, 136, 140
- Petsche, Maurice 32, 64, 74, 150, 157, 168
- Peyrefitte, Alain 149, 150
- Pflimlin, Pierre 139, 149
- Philip, André 85, 86, 91, 92, 95
- Philip, Olivier 158
- Pierre-Bloch, Jean 43, 47, 85
- Piétri, François 73, 99
- Pinay, Antoine 135, 139, 140, 141, 142, 144, 146
- Pineau, Christian 84
- Pinelli, Noël 40
- Plait, André 140
- Pleven, René 84, 90, 91, 165, 177
- Poher, Alain 97, 98
- Poincaré, Raymond 17, 18, 21, 22, 23, 24, 26, 29, 32, 56, 60, 65, 69, 72, 154, 161, 190
- Polimann, Lucien, chanoine 24, 63
- Pompidou, Georges 35, 61, 143, 150, 155, 158, 181, 187, 192, 195, 197
- Pouille, Lucien 32, 154
- Prades, Georges 75
- Q** \_\_\_\_\_
- Queuille, Henri 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 139, 165
- R** \_\_\_\_\_
- Ragueneau, Philippe 152, 153
- Raincourt, Philippe de 140
- Ramadier, Paul 28, 106, 108, 109, 110, 125, 152
- Ratier, Anthony 72
- Reibel, Charles 75, 80
- Rémond, René 15, 78, 80

Rey, Henry 160  
Reynaud, Paul 24, 37, 39, 69, 70, 71, 73,  
74, 75, 76, 77, 79, 80, 87, 138, 139,  
140, 141, 142, 143, 145, 195, 197  
Ribeyre, Paul 139  
Richez, Charles 36  
Richoux, Robert 159  
Rocard, Michel 15  
Rochette, Maurice 27  
Rollin, Louis 74, 76, 77, 80  
Rousselot, René 30, 32, 33, 34, 35, 49,  
138, 145, 153, 157, 158

## S

---

Sablé Louis, vice-amiral 102, 116, 117  
Salziger, Jean-Claude 35  
Sarraut, Albert 23, 75  
Savard, André 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34,  
136, 137, 146, 157  
Schleiter, François 27, 29, 137, 138, 147  
Schleiter, Gabriel 24  
Schuman, Robert 111, 139, 165  
Sembat, Marcel 16  
Soustelle, Jacques 92, 153, 154  
Stehlin, Paul 159

## T

---

Tapin, Lucien 25, 172  
Tardieu, André 60, 69, 74, 80, 99, 140  
Taton-Vassal, Louis 23, 72  
Taurines, Jean 80  
Teitgen, Pierre-Henri 110  
Terrasse, André 72, 73, 77

Teyssoit, capitaine 92  
Thellier, Paul 73, 76  
Thévenon, Hippolyte 28, 153  
Thiébaud, Gaston 24, 25, 26, 27, 136  
Thomas, Eugène 97, 113, 139  
Thorez, Maurice 79, 108  
Tillon, Charles 106  
Tixier, Adrien 89, 90  
Tixier-Vignancour, Jean-Louis 74, 78  
Tomasini, René 153, 160  
Tourné, André 167  
Tourte, Georges 153  
Trorial, Jacques 159

## V

---

Vanet, Gérard 160  
Varin, René 23  
Ventenat, Marcel 80  
Vincent, Adolphe 74, 98, 108, 109, 110,  
117, 125, 132, 141  
Vinel, Hugues 166  
Vuillaume, Jean 26, 27, 136, 137

## W

---

Wallach, Alfred 79, 80  
Weygand, Maxime, général 100, 174

## Z

---

Zaepffel, Camille 30, 31

## TABLE DES MATIÈRES

Préface .....	7
<i>Christian Namy</i>	
Introduction .....	9
<i>Olivier Dard</i>	

### PREMIÈRE PARTIE

#### LOUIS JACQUINOT EN MEUSE

#### **Cahier d'illustrations n° 1 (8 pages)**

Les archives des hommes politiques : l'exemple de la Meuse .....	13
<i>Lydiane Gueit-Montchal</i>	
Louis Jacquinot dans l'environnement politique meusien .....	21
<i>Jean-Pierre Harbulot</i>	
Louis Jacquinot : de l'engagé volontaire à l'officier de réserve .....	37
<i>François Cochet</i>	
Point de vue d'un élu local .....	49
<i>Rémi Herment</i>	
Louis Jacquinot : de l'oubli en général, du sien en particulier... ..	55
<i>François Dosé</i>	
Regard sur un parcours politique .....	59
<i>Gérard Longuet</i>	

DEUXIÈME PARTIE  
LA CARRIÈRE POLITIQUE DE LOUIS JACQUINOT

**Cahier d'illustrations n° 2 (15 pages)**

	Louis Jacquinot et l'Alliance démocratique .....	69
	<i>François Audigier</i>	
	Louis Jacquinot et la France libre .....	83
	<i>Jean-François Muracciole</i>	
	Louis Jacquinot ministre de la Marine, le « Colbert de la Libération » ? .....	97
	<i>Thomas Vaisset et Philippe Vial</i>	
	Louis Jacquinot et le CNIP : la difficile insertion d'un grand notable dans un grand parti (1948-1962) .....	135
	<i>Gilles Richard</i>	
208	Louis Jacquinot et le gaullisme .....	149
	<i>Jérôme Pozzi</i>	

TROISIÈME PARTIE  
LE MINISTRE

**Cahier d'illustrations n° 3 (18 pages)**

	Louis Jacquinot et les Anciens combattants .....	165
	<i>Julie Bour</i>	
	Louis Jacquinot, ministre d'État chargé des DOM et des TOM (août 1961-janvier 1966) .....	177
	<i>Frédéric Turpin</i>	
	Louis Jacquinot, un mentor ? .....	189
	<i>Olivier Stirn</i>	
	Conclusion .....	193
	<i>Gilles Richard et Olivier Dard</i>	

**Cahier d'illustrations n° 4 (9 pages)**

	Bibliographie .....	199
	<i>Index nominum</i> .....	201
	Table des matières .....	207

Héritier de Raymond Poincaré et d'André Maginot, combattant des deux guerres mondiales, modéré rallié à la France libre et au général de Gaulle à Londres, Louis Jacquinot (1898-1993) est une personnalité importante de l'histoire politique de la France du vingtième siècle. Député de la Meuse entre 1932 et 1973, président du Conseil général durant 28 années, il fut ministre à plus de quinze reprises sous les III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques, notamment à la Marine, aux Anciens combattants ou à l'outre-mer.

En s'appuyant sur des archives inédites et de nombreux témoignages, ce livre retrace le parcours politique d'une des grandes figures méconnues de l'histoire politique française, d'un modéré de l'Alliance démocratique devenu ensuite un indépendant rallié à la V<sup>e</sup> République. En même temps qu'il enrichit la connaissance de l'histoire générale des trois dernières Républiques, ce volume éclaire l'histoire de la Meuse et de la Lorraine que Louis Jacquinot incarne pendant près d'un demi-siècle.

Louis Jacquinot n'a cessé d'être photographié au cours de sa longue carrière et a laissé un fonds iconographique d'une grande richesse. Une partie de ces clichés est aujourd'hui rassemblée dans ce recueil. Parfois officielles, frappantes, étonnantes ou encore anecdotiques, ces photographies parlent de l'homme et de ses fonctions. Elles permettent de retracer la vie de Louis Jacquinot depuis la Meuse et d'explorer le monde qu'il a arpenté à travers ses fonctions politiques.

Couverture : Louis Jacquinot dans son bureau  
à Paris vers 1960  
© Archives départementales de la Meuse, 47 J 231

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

